

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 09 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPT (Ex AIT)

Quai des tellines
13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône

Références : D-1637-AIX-2023
Code AIOT : 0006401051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement SEPT (Ex AIT) implanté Zone Portuaire - Quai des Tellines 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPT (Ex AIT)
- Zone Portuaire - Quai des Tellines 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006401051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société d'Exploitation Port Tellines (S.E.P.T.) située à Port-Saint-Louis-du-Rhône exploite des silos de céréales et d'engrais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Silos 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------|--|--|-------------------|
| 4 | Entretien de l'installation | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Culture de sécurité | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 | / | Sans objet |
| 2 | Vérification après travaux | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | / | Sans objet |
| 3 | Maintenance | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | / | Sans objet |
| 5 | Qualification d'équipement | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | / | Sans objet |
| 6 | Equipements à l'origine de départ de feu | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est bien organisé pour les points contrôlés. La formation est notamment bien cadrée et suivie, les procédures d'exploitation et le suivi en temps réel des équipements via le système de supervision permettent de suivre l'état des équipements et les contrôles à effectuer (vérifications thermométriques etc). Les travaux par points chauds sont bien cadrés par des plans de prévention et des permis feu. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. La vérification des installations électriques est effectuée par un organisme extérieur et les travaux de réparation nécessaires sont réalisés et tracés.

Sous 30 jours, l'exploitant transmettra la justification de l'asservissement entre le fonctionnement du système de dépoussiérage et le fonctionnement des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel |
| Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. |
| Constats : L'exploitant présente l'organigramme : l'équipe est composée de 8 personnes qui sont le directeur exploitation et son adjointe, ainsi que 6 agents. Les 6 agents sont des techniciens et des superviseurs, et sont répartis en 2 équipes de 3, une le matin (6h-13h) et une l'après-midi (13h-20h). L'exploitation se fait sous la responsabilité du directeur exploitation ou de son adjointe qui ne peuvent pas être absents simultanément. L'exploitant présente son référentiel qualité (G Doc Q.S.E.S.), notamment le tableau des différents documents Q.S.E.S. du 16 septembre 2022. Concernant la formation, l'exploitant présente une matrice « salariés/formation » qui indique pour chaque poste (directeur, adjoint au directeur, superviseur, technicien) les formations nécessaires à avoir. Par exemple, la matrice indique les formations suivantes : incendie, électricité, chargeuse, ferroviaire, certiphyto, sûreté portuaire, risque d'explosion... Par sondage, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a vérifié que les agents avaient bien suivi les formations. Par exemple, l'exploitant présente l'attestation de formation d'un superviseur pour la formation explosion réalisée le 3/12/19. Cette formation a été dispensée par Services Coop de France. En complément, l'exploitant indique que pour les prises de poste, un compagnonnage est mis en place et les équipes sont toujours composées de 3 personnes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Vérification après travaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention |
| Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. |

Constats :

L'exploitant présente la liste des procédures internes du tableau qualité Q.S.E.S. mentionné au point de contrôle n°1.

Parmi celles-ci, la procédure de stockage de céréales du 13 juin 2022 est présentée. Elle indique les contrôles à effectuer sur les stockages notamment un contrôle thermométrique tous les lundis. Les documents de traçabilité des vérifications thermométriques des cellules d'août et septembre 2023, ainsi que le logiciel de suivi des températures et de leurs évolutions sont également présentés.

Pour les contrôles à effectuer, l'exploitant présente également la procédure "réception des céréales PRO-101" qui indique tous les contrôles à effectuer. Le « bon de transfert » d'un bateau de Bourgogne du 15/09/23 (péniche nommée Isis) avec les caractéristiques contrôlées au départ (blé, poids spécifique, humidité etc) est également présenté. A l'arrivée, ces caractéristiques sont de nouveau contrôlées par les superviseurs de SEPT, et seront de nouveau contrôlées lors du chargement des bateaux.

Concernant la maintenance des silos, l'exploitant présente le document ENR 005 – fiche historique maintenance. Il s'agit de l'historique des travaux réalisés sur un équipement. Par exemple, la fiche historique du transporteur à chaînes 01 est présentée. Le choix est fait par l'exploitant de privilégier la maintenance curative si un bruit anormal ou une fuite sont détectés lors des rondes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

L'exploitant possède un « document relatif à la protection contre les explosions » (DRPCE) qui indique notamment les zones Atex du site.

Pour les travaux réalisés par un sous-traitant, une visite du site est faite conjointement entre le sous-traitant et l'exploitant afin de définir tous les risques liés à l'opération. Un plan de prévention est alors rempli conjointement sur la base du modèle du plan de prévention type du site (ENR-301). Dans ce plan de prévention, sont notamment indiqués les domaines de risques (poussières, produits chimiques etc) et les mesures de prévention, ainsi que la nécessité ou non d'un permis feu, en lien avec les zones Atex du DRPCE.

Le plan de prévention rempli de l'intervention de la société Netco pour le remplacement de la bande C3 du 14 septembre 2023 est présenté.

Le permis feu est également un document type qui indique les précautions à prendre par l'opérateur avant le travail, pendant le travail et après le travail. L'inspection note notamment la

| |
|--|
| nécessité de nettoyer la zone avant les travaux et la réalisation de rondes après le travail, notamment à 2h après l'achèvement. En cas de travaux par point chaud une fiche « attention travaux par points chauds en cours soyez vigilants » et le permis feu sont affichés sur site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Entretien de l'installation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage |
| Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...] |
| Constats : Le dépoussiérage se fait via une ventilation continue qui comporte plusieurs ventilateurs et filtres. Par exemple, l'élévateur E9 possède un ventilateur VTFE9 et un filtre associé F1E9. Le jour de l'inspection, le ventilateur VTFE5 de l'élévateur E5 apparaissait en dysfonctionnement : il était en rouge sur le synoptique de suivi en temps réel de l'état des équipements pour une alarme de défaut discordance. L'exploitant n'a pas su indiquer s'il s'agissait simplement d'une alarme sans arrêt de la ventilation ou un réel défaut de la ventilation. L'exploitant n'a pas su indiquer si un arrêt de la ventilation entraîne un arrêt de fonctionnement de l'installation. |
| Observations : Sous 30 jours, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la justification de l'asservissement entre le fonctionnement du système de dépoussiérage et celui de l'installation. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Qualification d'équipement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande |
| Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme. |
| Constats : Les bandes des transporteurs à bandes de la partie ICPE du site sont non propagatrices de la flamme. L'exploitant présente et transmet le relevé de contrôle NF EN 10204 2.2 du 14/10/2009 concernant les bandes installées à l'origine. Il présente également le devis NETCO (référéncé DC035698) pour la fourniture de 125 mètres de bande ignifuge du 26/04/23 et la fiche technique associée qui indique bien la prise en compte de la norme ISO 340 comme à l'origine dans le document de 2009 susmentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques |
| Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...] |
| Constats : L'exploitant présente le tableau de suivi des contrôles réglementaires. L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none">- le rapport de vérification Q18 réalisé par Dekra le 27/03/23 du silo n°3 et du poste S7 qui conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, du fait de l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités ;- le rapport de vérification Q18 réalisé par Dekra le 17/02/23 du silo N°2 et du poste S6 qui conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;- le rapport de vérification Q18 réalisé par Dekra le 17/02/23 du silo 1 et du poste S5 qui conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. En réponse à ces rapports, l'exploitant a lancé différents travaux qui sont réalisés par l'entreprise Fauché ou directement par lui. L'exploitant présente le document de suivi de la réalisation de ces travaux avec un point de situation au 20 septembre 2023 (devis D23-PEY-TEL-001 en révision 2 du 03/04/23). Tous les points sont réalisés, en cours ou à vérifier avec l'organisme de contrôle. L'exploitant présente également le rapport de vérification Q19 réalisé par Dekra du 30/01/23 au 03/02/23 qui conclut qu'il n'y a pas d'anomalie. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |